



Fiche 3 - Une forte dégradation salariale

Constat :

Le salaire réel par tête dans les sociétés non financières a diminué de 1% en 2009 et de 0,8% en 2010, il va reculer à nouveau en 2011.

Cela touche de plein fouet les familles les plus modestes dont les dépenses contraintes (logement, assurance, électricité, gaz, télécommunications...), représentent jusqu'à trois quarts des revenus.

8 millions de français (13% de la population) vivent sous le seuil de pauvreté, et entre 1,9 et 3,7 millions de personnes vivent dans un ménage pauvre dont le chef de famille dispose d'un emploi.

La majorité des salariés est touchée par les bas salaires : 50% des Français gagnent moins de 1 580€ nets par mois et 70 % des salaires mensuels nets de tous prélèvements sont inférieurs à 2074€.

Pourtant les gains de productivité du travail dans les entreprises auront été de 0,6% en 2010 et sans doute plus en 2011, et le patronat refuse toute négociation générale sur les salaires.

Cette dégradation salariale et ce blocage patronal sont les ingrédients de la montée du mécontentement et de la grande défiance à l'égard de tout ceux qui cautionnent les politiques d'austérité en France et en Europe.

Au menu de 2012 : Promesses et austérités

Pour répondre à ce mécontentement Nicolas Sarkozy promet une « prime » aux salariés dans les seules grandes entreprises où il y aura « une forte augmentation des dividendes » et dans les petites « si ça va mieux ».

Pour inciter les entreprises à jouer ce jeu-là on leur promet de nouvelles exonérations de cotisations sociales... Ce qui aura pour effet d'alourdir le déficit de la Sécu !

Ce marché de dupes tente de faire oublier le « Pacte pour l'euro plus » interdisant toute hausse générale des salaires et des augmentations inférieures aux gains de productivité.

Une politique d'austérité, efficace pour les profits financiers et les grandes fortunes, mais qui pénalise l'emploi et la croissance.

Ancrer au traité de Lisbonne, la politique de Sarkozy comme le programme du PS, présente plusieurs constantes :

- Pas de coup de pouce au SMIC ;
- Pas d'augmentation générale des salaires ;
- Freinage systématique de la masse salariale dans la fonction publique ;
- Poursuite de la baisse des cotisations sociales patronales.

Propositions du PCF :

Revaloriser le travail

- Création d'une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu de chacun-e.
- Sensible augmentation du SMIC et des minima sociaux avec un salaire minimum porté tout de suite à 1 600€ bruts par mois.
- Une contribution immédiate des grandes fortunes, via un renforcement de l'ISF, pour redonner à l'État les moyens de conserver et créer des emplois utiles dans l'éducation, la santé, la police.
- Refonte du Code du travail pour abolir la précarité et établir l'égalité femme-homme